

**Guinée-Bissau - Intervention de la  
représentante permanente adjointe  
de la mission permanente de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 16 mai 2018)

Madame la Présidente,

Je voudrais moi aussi remercier l'ambassadeur Mauro Vieira ainsi que le sous-secrétaire général Tayé-Brook Zerihoun et le directeur exécutif de ONUDC Yury Fedotov pour leurs présentations éclairantes sur la situation politique et sécuritaire en Guinée-Bissau. La France est très reconnaissante de leurs actions respectives, qui ont accompagné la reprise du dialogue entre les parties bissau-guinéennes à la suite de l'accord de Conakry d'octobre 2016.

Je voudrais, à mon tour, revenir sur trois points en écho à ceux qui ont déjà été soulignés par les orateurs précédents.

1/ Tout d'abord, je souhaite réitérer le plein soutien de la France à la nomination par le président José Mario Vaz d'Aristides Gomes comme Premier ministre de consensus. Un an et demi après les accords de Conakry, cette nomination atteste la volonté des parties de sortir durablement de l'impasse politique. La France salue également la constitution par le Premier ministre Gomes d'un gouvernement inclusif, dont la principale mission sera de créer les conditions politiques et institutionnelles pour organiser les élections législatives du mois de novembre 2018.

2/ Deuxièmement, ces avancées politiques récentes, que nous appelions tous de nos vœux, mettent en valeur les actions coordonnées de la communauté internationale et des organisations régionales pour résoudre la crise bissau-guinéenne. À ce titre, je réitère le soutien entier de la France aux initiatives des organisations régionales, notamment celles de la CEDEAO, dont le rôle a été crucial. C'est d'ailleurs à la suite de la session extraordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO sur la Guinée-Bissau que le président Vaz a nommé Aristides Gomes Premier ministre. Nous sommes convaincus que la solution au conflit passera de manière prioritaire par la concertation et l'engagement des acteurs locaux. À cet égard, le format dit P5 local Bissau (Union africaine, Union européenne, Nations unies, CEDEAO, Communauté des pays de langue portugaise), rappelé par l'ambassadeur Vieira, offre une plateforme de coordination privilégiée qu'il convient de maintenir et de soutenir.

3/ Troisièmement, il est crucial de maintenir l'engagement de ce conseil, celui de la commission de consolidation de la paix et des bailleurs internationaux en soutien aux efforts du BINUGBIS, comme à ceux de l'ONUDC, dont le rôle est essentiel pour créer un

environnement assaini et propice à une stabilisation politique durable. L'histoire récente du pays invite en effet à tempérer l'optimisme que suscitent les progrès récents. Il est donc particulièrement important que nous envoyons collectivement le bon message de vigilance et d'engagement au lendemain de la nomination d'un Premier ministre de consensus. Le nouveau mandat du BINUGBIS, à la suite de l'adoption de la résolution 2404, doit permettre d'accompagner les axes prioritaires pour la résolution de la crise en Guinée-Bissau que sont la mise en oeuvre de l'accord de Conakry, le respect du cycle électoral dans les délais envisagés et la réalisation du processus de révision de la Constitution. Je souhaite exprimer à cet égard tous nos vœux de succès au nouveau représentant spécial du secrétaire général et exprimer notre appréciation pour son prédécesseur. Enfin, l'inclusion des femmes dans le processus de résolution de la crise, à travers notamment le réseau des femmes médiatrices qui a été mis en place, est également un élément important qui favorisera la pérennisation du dialogue entre les parties locales.

Madame la Présidente,

Nous avons besoin d'un processus inclusif et du soutien de tous pour qu'une solution durable soit trouvée en Guinée-Bissau. Un échec serait déstabilisant et nous ne pouvons donc nous le permettre.

Je vous remercie./.